

SOS 2M h12/3

6622

(1940)

V.D. 9122 - Organisation générale du
contrôle des T.P.

Fonctionnement de la Commission de vérification
des comptes en temps de guerre.-

Décret 6.1.40 (J.O. 13.1.40)

Fonctionnement de la Commission de vérification des comptes en temps de guerre.

LOIS ET DÉCRETS (1.347)

DÉCRET du 5 janvier 1940

**Commission de vérification des comptes
des chemins de fer.**

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des travaux
publics et des transports et du ministre
des finances,

Vu le décret du 25 juin 1938 portant
organisation du contrôle de l'Etat sur les
chemins de fer et les transports par route
et par eau dans la métropole;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Pendant la durée des hosti-
lités, la commission de vérification des
comptes des chemins de fer pourra vala-
blement délibérer lorsque trois au moins
de ses membres seront présents.

Toutefois, quel que soit le nombre des
membres présents, la commission devra
comprendre, au moins, un conseiller d'Etat
ou un conseiller maître à la cour des
comptes, un des trois inspecteurs généraux
des ponts et chaussées ou des mines men-
tionnés au 3^e de l'article 19 du décret du
25 juin 1938 et l'inspecteur général des
finances, chef de la mission de contrôle
financier des chemins de fer ou, à son
défaut, un inspecteur des finances désigné
pour le suppléer.

Art. 2. — Pendant la même période, à
titre exceptionnel et en cas d'empêche-
ment des inspecteurs des finances rappor-
teurs, le président pourra charger les mem-
bres du secrétariat de la commission et
les inspecteurs des transports adjoints aux

inspecteurs des finances de présenter des
rapports sur toutes les questions soumises
à la commission.

Il fixera également, suivant les nécessi-
tés, le lieu de réunion de la commission
et la date des séances.

Art. 3. — Le ministre des travaux pu-
blics et des transports et le ministre des
finances sont chargés de l'exécution du
présent décret, qui sera publié au *Journal
officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN,

Par Le Président de la République :
Le ministre des travaux publics
et des transports,

A. DE MONZIE.

Le ministre des finances
PAUL REYNAUD.